



Le Rocher au chevet de la planète

Ecologie. Protection de la biodiversité, lutte contre les changements climatiques et la désertification... Monaco voit la vie en vert.

PAR LAURENCE GUIDICELLI

«**U**n petit Etat comme le nôtre n'a pas l'intention de jouer un rôle dans les débats stratégiques sur les désarmements de l'Iran. Par contre, en matière d'environnement, la principauté possède une vraie voix», déclare le ministre d'Etat Jean-Paul Proust. De fait, jamais Monaco n'aura été autant sollicité pour porter la bonne parole environnementale. «*Tous les jours, le prince Albert II reçoit des invitations pour présider des colloques dans le monde entier, sur les questions d'environnement, et plus spécifiquement sur les problématiques de la biodiversité et des océans*», lance

Abyssal. Le Musée océanographique, fondé il y a cent ans par le prince Albert I^{er}.

Robert Calcagno, directeur général du Musée océanographique de Monaco. Avec l'écologie, la principauté a trouvé un moyen de s'affirmer sur la scène internationale. Cette stratégie verte, si elle est dans la mouvance de l'époque, se pose avant tout comme la suite logique d'une tradition familiale et historique. Voilà plus d'un siècle, en effet, que les préoccupations environnementales ont pris leurs quartiers sur le Rocher. Depuis que le prince Albert I^{er}, considéré comme l'un des pères de l'océanographie, a entrepris, dès la fin du XIX^e siècle, de consacrer son règne à la protection des océans. Quelques décennies plus tard, son petit-fils,

le prince Rainier III, poursuivait son œuvre en lançant des initiatives comme le laboratoire de l'environnement marin pour l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), ou le Centre scientifique de Monaco (CSM), désormais véritable référence internationale dans l'étude des coraux tropicaux et méditerranéens.

Institutions phares. «*L'avènement du prince Albert II a donné un formidable coup d'accélérateur à cette démarche environnementale*», indique Robert Calcagno. Protection de l'environnement marin, lutte contre les changements climatiques – notamment ceux des pôles –, protection de la biodiversité, lutte contre la désertification, accès à l'eau : les initiatives à l'international n'ont cessé de s'intensifier ces dernières années autour d'une poignée d'institutions environnementales et scientifiques phares. La plus notable d'entre elles, la Fondation Albert-II (FAII), a vu le jour en 2006, à l'initiative du chef d'Etat. «*On avait l'impression au début de parler dans le désert, se souvient Bernard Fautrier, vice-président de la fondation. Mais beaucoup de choses se sont passées depuis trois ans.*»

Ce sont aujourd'hui plus d'une centaine de projets que la FAII va soutenir en 2009, pour un engagement financier qui devrait attein-

dre les 19 millions d'euros d'ici à la fin de l'année. Après le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, la Suisse, le Canada, et plus récemment l'Allemagne et l'Italie, la fondation ouvrira prochainement une nouvelle branche à Singapour. D'autres institutions, toutes basées à Monaco depuis plusieurs décennies et dédiées à l'environnement marin, s'appliquent également à développer leurs actions sur le terrain, comme le CSM, le laboratoire marin de l'AIEA, la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée (CIESM), le Bureau hydrographique international ou les accords multipartites Ramoge, pour la lutte contre les pollutions marines, et Accobams, pour la conservation des cétacés.

La crème des décideurs. Signe révélateur de son influence grandissante, la principauté multiplie les manifestations internationales de marque sur son territoire, tels le congrès annuel d'Iter (International Thermonuclear Experimental Reactor), autour de la fusion nucléaire, ou celui d'Icri (International Coral Reef), sur les coraux, prévu pour janvier prochain. 2010 devrait, par ailleurs, voir la naissance d'une structure

inédite, lancée à l'occasion du centenaire du Musée océanographique : un Club des 100 champions des océans qui réunira la «*crème*» des décideurs politiques, entrepreneurs mondiaux, scientifiques, journalistes spécialisés et diplomates, afin «*d'avancer ensemble sur les grands enjeux des océans*», confie Robert Calcagno.

Pour les décideurs locaux, l'environnement ne s'affiche plus désormais comme «*une sauvegarde d'un patrimoine, mais comme un moteur de développement économique*», souligne Patrick Van Klaveren, délégué auprès des organismes internationaux à caractère scientifique, environnemental et humanitaire. Un moyen de prospérer et d'attirer une clientèle nouvelle tout en cheminant vers un autre mode de vie. A l'échelle de la principauté, «*cette démarche est importante pour notre rayonnement national et, donc, pour notre tourisme*», déclare Gilles Tonelli, conseiller de gouvernement chargé de l'environnement. L'approche n'en est qu'à ses balbutiements, mais, déjà, «*le souverain a demandé aux entités de recherches scientifiques, publiques et privées, de faire de la principauté une plateforme high-tech en ce qui concerne l'environnement et la science*», confie

Patrick Van Klaveren. De son côté, le gouvernement continue de multiplier les actions pour améliorer le cadre de vie de la population, et devrait adopter bientôt un Code de l'environnement de 179 articles pour structurer sa démarche environnementale. L'aura des actions portées à l'international contraste, certes, avec une réalité environnementale intérieure moins structurée.

«*Mais on est sur la bonne voie, assure Anne Poyard-Vatrican, chargée de la commission Environnement et Cadre de vie au Conseil national. Il faut désormais que nous soyons ambitieux pour nous-mêmes.*» Un sujet dont ici on n'a pas fini de parler ■